

Projet de budget 2024 de l'Etat de GE : pas d'indexation et postes au rabais

Un projet qui ne répond ni à la baisse du pouvoir d'achat ni au manque de postes

Alors que le Conseil d'Etat prévoit une inflation de 2% pour 2023, le Cartel intersyndical s'indigne que son projet de budget 2024 (PB2024) ne propose **aucune indexation** pour le personnel de l'Etat et du secteur subventionné.

En effet, le personnel n'a pas été indexé en 2021 (renchérissement de 0.9%) et seulement partiellement en 2022 (2.44% contre un renchérissement effectif de 2.7%). **Le Conseil d'Etat s'apprête ainsi à ponctionner de 3.16% le pouvoir d'achat du personnel.** Le Cartel se rallie par ailleurs à l'augmentation des salaires de 5% prônée par l'Union Syndicale Suisse qui seule permettrait de maintenir le pouvoir d'achat réel du personnel et ainsi compenser la hausse des coûts de l'assurance maladie non comprise dans le calcul de l'inflation.

De plus, ce même PB2024 ne prévoit d'adapter les effectifs de la fonction publique que très partiellement à l'augmentation de la démographie. Comme la rentrée 2023 nous l'a montré, l'Etat manque en effet toujours cruellement de moyens et de locaux pour répondre aux besoins des populations vulnérables (école inclusive, vieillissement de la population, accueil de personnes migrantes à la suite de guerres et de catastrophes naturelles...). L'Office pénitentiaire est dévasté, le service de protection des mineurs sous l'eau, les effectifs des classes de l'enseignement genevois se situe au-dessus de la moyenne suisse et les forces de l'ordre font état d'un sous-effectif criant. Il manque toujours des moyens pour les institutions intervenant auprès des personnes âgées et pour l'aide à domicile.

Une fois de plus, seule la fonction publique supporte principalement les économies voulues !!! **Pour le Cartel, ce PB2024 est inacceptable.** Alors que l'ensemble de la Suisse ne parle que

de la nécessité d'indexer les salaires à l'inflation, il est choquant qu'aucune indexation ne soit octroyée aux 55'000 personnes employées de l'Etat et du secteur subventionné.

C'est un très mauvais signal adressé au secteur privé alors même que les négociations salariales 2024 débutent dans les différents secteurs.

Le Cartel va se battre et se mobiliser pour exiger une indexation complète qui fait partie des mécanismes salariaux. De nombreux autres cantons et communes octroient la pleine compensation du renchérissement, il n'y a aucune raison que l'Etat de Genève ne fasse pas de même ! Il faut de plus souligner que l'indexation n'est pas seulement importante pour les personnes actives mais conditionne également le niveau des retraites futures.

Comme la présidente du Cartel, Geneviève Preti, l'a déclaré dans la Tribune de Genève : **« Une mobilisation aura lieu. L'année dernière, cela avait permis au taux d'indexation de passer de 1.35 à 2.44% ».**

Une forte mobilisation est d'autant plus indispensable que d'autres attaques contre la fonction publique se préparent. Les partis de droite promettent des baisses d'impôts et le Conseil d'Etat a annoncé un plan de mesures structurelles.

Le personnel doit dire HALTE sans attendre à ces attaques qui fragilisent à nouveau les prestations publiques de l'Etat.

Les moyens de lutte à mettre en œuvre dès cet automne seront discutés et décidés lors d'une Assemblée des délégué-es qui se tiendra le 5 octobre prochain et d'une Assemblée du personnel le 19 octobre à 20h00 au Palladium (date à retenir).

[Lien vers les explications complètes du Cartel](#)